



Commune de SAINT MARTIN LA PLAINE

DECISION DU MAIRE N°2026-13

Objet : Modification n°1 – Marché de travaux pour la réhabilitation du pôle culturel
Lot n°2 : Étanchéité

Le maire de Saint Martin la Plaine,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la commande publique,

Vu la délibération n°5 du conseil municipal du 1^{er} avril 2026 portant délégation au maire et notamment son point 4° autorisant monsieur le maire « De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget »,

Vu la décision n°2025-07 attribuant les 10 lots du marché de travaux pour la réhabilitation du pôle culturel,

Considérant que le lot n°2 (Étanchéité) a été attribué à l'entreprise CORONA Étanchéité, 10 chemin du Peyrard, 42400 Saint Chamond,

Considérant qu'il peut être signé toute modification selon la procédure adaptée sans formalités préalables lorsque, sous réserve de la limite fixée à l'article R. 2194-3, des travaux, fournitures ou services supplémentaires, quel que soit leur montant, sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le marché initial,

DECIDE

Article 1 :

De passer une modification n°1 afin d'ajuster les travaux prévus dans le marché. Cette modification entraîne des travaux en plus-value.

Le montant initial du lot n°2 est de 41 500,00 euros HT soit 49 800,00 euros TTC.

Le montant de la modification n°1 est 1200,00 euros HT soit 1 440,00 euros TTC.

Le nouveau montant du lot n°2 est de 42 700,00 euros HT soit 51 240,00 euros TTC.

Article 2 :

De signer la modification n°1 concernant le lot n°2 du marché de travaux pour la réhabilitation du pôle culturel.

Article 3 :

Madame la directrice générale des services est chargée de la bonne exécution de cette décision. Monsieur le préfet de la Loire et Monsieur le trésorier principal recevront copie de cette décision.

Fait à Saint Martin la Plaine, le 07 mai 2026

Le maire,
Maxime MARTIN



Acte rendu exécutoire par transmission au contrôle de légalité le 12/05/2026

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon par le biais d'une requête sous format papier ou déposée sur le site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa réception. L'auteur de la décision peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse, l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite.